

Projet présenté par les députés :

M^{me} et MM. Claude Jeanneret, Thierry Cerutti, Jean-François Girardet, Pascal Spuhler, Henry Rappaz, Dominique Rolle, André Python, Florian Gander, Marie-Thérèse Engelberts et Eric Stauffer

Date de dépôt : 20 mars 2012

Projet de loi

Elections générales anticipées, dissolution du parlement et révocation du gouvernement

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Dissolution du parlement cantonal et révocation du gouvernement

Le Grand Conseil de la République et canton de Genève dissout le parlement et révoque le Conseil d'Etat.

Art. 2 Organisation d'élections générales anticipées

Les élections générales anticipées se tiendront dans un délai de 60 jours après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3 Dispositions transitoires

Durant la période transitoire, les affaires courantes seront traitées par les chefs de départements sortants.

Art. 4 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La composition du parlement et la répartition des forces politiques actuelles, doublées d'un gouvernement non représentatif des partis en présence au Grand Conseil, ont amené Genève au bord du gouffre.

Dans tout pays où le même genre de situation surviendrait, cela provoquerait sans nul doute des élections anticipées.

Il n'existe aujourd'hui aucun outil législatif, à l'exception du présent projet de loi, pour sanctionner et remédier aux dysfonctionnements qui caractérisent Genève.

Aujourd'hui, nous constatons une lente dégradation, due à la politique du gouvernement.

Tout d'abord, nous subissons l'insécurité liée à la criminalité. Des femmes se font agresser en plein jour, beaucoup n'osent plus se promener la nuit dans certains quartiers ; les cambriolages se multiplient, au point que même la presse internationale s'inquiète de cette dégradation.

L'insécurité liée à la perte d'emploi, cette insécurité économique qui est engendrée par la surconcurrency des euro-frontaliers, frappe de plus en plus de résidents genevois. Aujourd'hui, la pression sur les travailleurs résidents genevois s'apparente à un véritable jeu de massacre qui déstabilise notre société.

L'insécurité liée au logement a pris des dimensions encore plus considérables. En raison de la pénurie actuelle, perdre son toit signifie se retrouver dans une situation d'insécurité tout aussi insupportable, que nous ne pouvons tolérer.

Toujours en raison de la politique menée par le gouvernement, notre qualité de vie est sérieusement menacée.

Les déplacements sont également mal gérés, au moment où les rues sont bloquées et le réseau TPG dérégulé. Avec l'afflux de dizaines de milliers de véhicules venus de France voisine, la vie est rendue impossible dans nos villages. Ce sont 550 000 véhicules/jour qui font de notre canton un vrai cauchemar, en raison de l'afflux de frontaliers. Quant au CEVA, qui va coûter une fortune, on se rendra très vite compte que l'on s'est trompé de manière très coûteuse, et qu'il n'est qu'une grande illusion. Récemment, le gouvernement a joué petit bras en faisant des économies de bouts de

chandelles sur certains travaux, se retrouvant par conséquent bloqué par le Tribunal fédéral. Il aurait été bien plus intelligent de suivre les normes de construction de tunnel qui ont cours à Zurich.

Parlons aussi de la qualité de vie au niveau de l'environnement. Les déchets napolitains, dangereux à tous points de vue, auraient dû être incinérés à Genève si le MCG n'était pas intervenu avec force. Quant à la valse-hésitation autour de la centrale chaleur-force, elle est à l'image de la politique du Conseil d'Etat.

Qualité de vie plus prosaïque : les citoyennes et les citoyens savent combien il est difficile de joindre les deux bouts. Avec les impôts, les assurances-maladie, les loyers, qui réduisent d'autant le pouvoir d'achat, il devient de plus en plus difficile d'avoir un niveau de vie acceptable, ce dont souffrent de plus en plus non seulement les personnes modestes mais maintenant également la classe moyenne.

Au milieu de cette décadence, cerise sur le gâteau, arrivent les scandales et dysfonctionnements en pagaille de l'ex-conseiller d'Etat Mark Muller. Certes, on ne tire pas sur une ambulance. Mais il convient de se rappeler des villas louées pour une bouchée de pain, des constructions de logements arrivées au niveau le plus bas, qui touchent directement les citoyennes et citoyens, sans parler des différentes affaires qui démontrent très clairement que nous sommes arrivés à un moment crucial.

Il convient de tourner la page.

Il n'est pas normal que plus d'un quart du parlement ne soit pas représenté au gouvernement.

L'urgence nous contraint de prendre des décisions d'importance et d'utiliser une médecine de choc. La dissolution du parlement, la révocation du gouvernement s'impose, pour un appel solennel à la DÉMOCRATIE !